

Présentation de la situation à l'assemblée générale du 17 juin 2017

1) Un point de non retour a été atteint : Le niveau de violence est inédit.

L'attentat du 31 mai et ses suites catastrophiques nous font rentrer dans une période nouvelle. L'explosion d'un camion de vidange à l'entrée du quartier des ambassades est un acte terroriste inédit, le plus grave depuis 2001. 150 morts, plus de 400 blessés. C'est le début d'une série préméditée : trois bombes explosent dans le cortège des funérailles, visant peut-être Abdullah Abdullah. Une manifestation pour la sécurité et contre le pouvoir actuel où se trouvaient beaucoup de hazaras, et de tadjiks du parti Jamiat-e-islami a été dispersée par l'armée : 7 morts. Les kaboulis ont conscience que leur situation est devenue intolérable. Il faut déplorer 715 victimes d'attentats depuis le 1^{er} janvier. Les violences prennent nettement une allure interethnique.

2) L'insécurité pose le problème de l'efficacité de l'armée et de la police afghane. D'un côté, l'armée et la police payent un lourd tribut aux attentats. D'un autre côté, les attentats démontrent la corruption qui règne au plus haut niveau dans les forces de sécurité afghanes. Les 325 000 soldats et policiers afghans n'existent que sur le papier. Des généraux corrompus

touchent les soldes et les frais d'équipement. On dit qu'il y a environ 1000 généraux, les américains considèrent qu'il y a à peu près 3000 soldats efficaces. Ces forces spéciales afghanes et les américains courent d'un bout à l'autre du pays et parent au plus pressé.

3) L'état lamentable de l'armée afghane pose le problème des forces étrangères. Théoriquement des instructeurs, essentiellement américains. En fait, des forces spéciales. Le nombre de ces soldats étrangers augmente petit à petit. Il atteint aujourd'hui 13500 dont 8500 américains (1700 membres des forces spéciales) et 900 allemands. Ce nombre a pratiquement doublé en un an. La politique de Trump sur l'Afghanistan n'est pas encore déterminée. Il ne choisira pas de demi-mesure. Soit il décidera de quitter l'Afghanistan, soit il augmentera le nombre de soldats. Les spécialistes du pentagone voudraient doubler le nombre actuel. Pour ne pas laisser trop de terrain à Daesh.

4) Les forces en présence. La réalité de Daesh. Daesh prévoit un khalifa du Khorassan. (Nord de l'Iran, Afghanistan, Pakistan) Daesh est engagé dans une compétition armée et violente avec les talibans. Les talibans n'ont généralement pas une vision internationale de leur extension. Ils visent le départ des américains et l'extension de leur pouvoir en Afghanistan. Ils grignotent chaque année 10% du territoire. Ils contrôlent aujourd'hui 200 districts sur 400. La moitié du pays. Ils sont capables d'action d'envergure, comme la prise de Kunduz, ou

récemment, la prise des émetteurs de la télévision d'Etat à Djelalabad. Daesh réutilise des camps d'entraînement d'Al Qaida à la frontière pakistanaise. Daesh utilise l'Afghanistan comme un terrain de recrutement et d'entraînement. Pour l'organisation d'attentats visant le pouvoir, ou les talibans avec lesquels ils ont des rapports exécrables. Hors des camps d'entraînement, les groupes de Daesh traversent impunément le pays par groupes d'une quarantaine, généralement détestés par les paysans afghans.

Les russes ont noué des rapports constants avec les talibans. Pour eux, on est sorti de la phase commencée en 2001. Les occidentaux ont failli en Afghanistan. Les mieux placés dans la course au pouvoir sont les talibans, qu'il faut préférer à Daesh. Cette solution se ferait au détriment des droits des femmes, et généralement, des droits de l'homme.

5) La recherche désespérée d'alliances internes. Le gouvernement cherche à nouer des alliances avec des talibans qui renonceraient avec la lutte armée, ou avec d'anciens seigneurs de guerre proches des talibans. C'est ainsi que le gouvernement a passé une alliance avec Gulbudin Hekmatyar, un des plus intégristes des commandants du jihad contre les russes. Cela s'est fait au prix de l'éviction de Dostom, l'homme des ouzbeks du Nord, qui avait osé parader dans Kaboul avec 200 engins blindés. Mais Hekmatyar cherche à faire payer son ralliement le plus cher possible. Il faudrait, pour qu'il entre au

gouvernement, qu'il soit retiré de la liste des criminels de guerre de l'ONU.

6) Les institutions n'ont plus de légitimité. Les élections législatives auraient dû avoir lieu il y a longtemps déjà. Les ministres travaillent souvent sans avoir la reconnaissance du parlement (ce qu'exige la constitution afghane) Aucune autorité n'émane plus d'un vote récent et incontestable. Tout un appareil d'Etat suspendu en l'air ne survit que par les crédits américains, et n'a plus aucune légitimité.

7) Les relations avec le Pakistan sont incertaines. Ashraf Ghani a cherché la conciliation, mais il dénonce maintenant l'action du Pakistan, qu'il accuse d'être derrière certains attentats. Cela ne l'empêche pas de recevoir le Pakistan à la conférence du 7 juin, appelée « processus de Kaboul ».

Les paramètres fondamentaux de la relation avec le Pakistan sont toujours aussi mauvais. Les Pakistanais font pression sur le million d'Afghans réfugiés au Pakistan pour qu'ils rentrent chez eux. Plusieurs dizaines de milliers ont déjà été chassés du Pakistan. Cet exode massif favorise les manipulations. On signale des mouvements importants de populations dans le Nord, des pachtounes chassés des camps pakistanais, soumis à la concurrence des recruteurs talibans Daesh. Les pakistanais essayent de matérialiser la ligne Durand.

Les pakistanais élèvent le droit de douane à la frontière, (200 dollars par camion, dit-on) limitant d'autant le commerce afghan. Les pakistanais voient évidemment d'un mauvais œil les rapprochements de l'Afghanistan avec l'Inde. Dans ces conditions, la conférence de début juin, dite « processus de Kaboul » n'a eu aucune suite. On ne voit pas d'autre perspective pour l'Afghanistan qu'une marche inexorable vers le chaos.

8) Le seul espoir réside dans la jeunesse. Souvent impliquée, intéressée par la politique ; prête à manifester pour défendre ses droits. De nombreux regroupements ont eu lieu à Kaboul pour protester contre l'insécurité, la carence gouvernementale. Il est difficile de savoir ce que pourraient peser ces quelques dizaines de milliers de jeunes, heureusement liés à une grande partie de l'émigration, face aux forces obscurantistes des talibans et de Daesh.